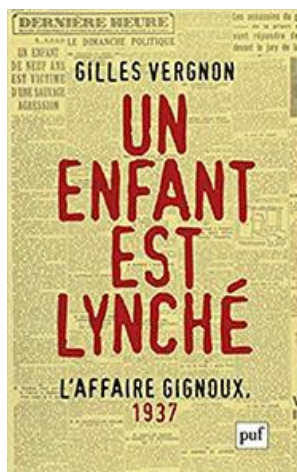


Gilles Vergnon, *Un enfant est lynché. L'affaire Gignoux, 1937*, Paris, PUF, 2018, 276 p.

Fabien Conord



En 1922, dans son roman *Silbermann*, qui reçoit le prix Femina, Jacques de Lacretelle met en scène les agressions verbales mais aussi physiques dont est victime le héros éponyme, jeune adolescent juif, qui manque d'être tué dans l'enceinte de son établissement scolaire sous les coups d'un groupe de condisciples excités par l'antisémitisme de leurs proches parents engagés au sein d'une ligue nationaliste. Le 24 avril 1937 à Lyon, la réalité dépasse la fiction : un enfant de 8 ans, Paul Gignoux, fils d'un militant du Parti social français (PSF), est victime d'insultes et de jets de pierre entraînant sa mort dans les heures qui suivent. Ses agresseurs sont des gamins d'un quartier populaire qui voient en lui un « fasciste » et un « cagot » (catholique). L'incident intervient alors qu'il rentrait chez lui à vélo à la fin d'une tournée où il vendait des billets de tombola pour

l'enseignement privé. Ses agresseurs sont élèves à l'école publique. Il y a dans cet épisode un condensé des antagonismes qui divisent la France des années 1930 et c'est bien ainsi que l'étudie Gilles Vergnon. Après un premier chapitre intitulé « Mourir à 8 ans », où il retrace l'incident, puis un deuxième chapitre consacré aux réactions de la presse (majoritairement engagée à l'époque) et des élus à la suite de ce tragique événement, il met en regard deux autres affaires où des enfants classés à droite sont victimes d'agressions de la part d'autres enfants, à Ivry-sur-Seine et à Toulouse. Dans un dernier chapitre enfin, l'auteur, étendant le propos aux conflits entre adultes, s'interroge sur le rapport entre violence et politique dans la France des années 1930 et plus largement durant la période contemporaine. L'historien mobilise des sources diverses et restitue pour le lecteur l'atmosphère sociale et politique d'un quartier lyonnais de l'entre-deux-guerres à travers des entretiens avec la sœur de la victime, l'examen du dossier judiciaire, le dépouillement de la presse locale et nationale...

Les trois premiers chapitres mettent en lumière plusieurs éléments ayant trait à la brutalité observable entre les enfants, dans un contexte d'intense politisation des classes populaires (ici urbaines, les trois incidents repérés étant survenus à Lyon, Toulouse et en banlieue parisienne). Ces événements nourrissent les convictions de la presse conservatrice sur le Front populaire et illustrent l'embarras des journaux de gauche, mais témoignent également de la persistance d'une culture politique anticléricale qui exsude à travers les propos tenus par les enfants. Autant que des « fascistes », ce sont des « cagots » qui sont visés par les coups, à Lyon et à Ivry notamment. Ce constat explique l'ancrage de l'antifascisme dans la culture républicaine traditionnelle (le fasciste étant souvent perçu, comme Gilles Vergnon l'a

montré dans un livre précédent¹, comme l’avatar du « Blanc éternel ») et souligne en revanche la difficulté qu’éprouve le Parti communiste français (PCF) pour changer les mentalités de son peuple militant au moment de la main tendue aux catholiques. En effet, à Ivry, comme le résume un prêtre (pourtant engagé dans l’action sociale) interrogé dans les colonnes de *La Croix* en 1936, « on est curé ou communiste »... L’enquête conduite dans ce livre confirme aussi que les Croix-de-feu puis le PSF apparaissent bien aux yeux de la gauche comme l’adversaire le plus dangereux et le plus commode à cataloguer comme fasciste, en dépit de ses dénégations (en partie vérifiées par les études réalisées depuis)². L’organisation, dotée d’un service juridique, laisse des archives qui permettent de comptabiliser plusieurs centaines d’agressions à son encontre. Il est évidemment loisible de noter que ses militants ont aussi distribué des coups...

Pour achever son ouvrage, l’auteur pose son regard sur la violence militante en France durant les années 1930, à partir du cas des personnes ayant perdu la vie lors d’affrontements partisans. Entre les émeutes du 6 février 1934 et la grève générale de l’automne 1938, Gilles Vergnon dénombre dix à vingt (selon les calculs et les qualifications) décès survenus à l’occasion de violences entre les nationalistes et le mouvement ouvrier. Leur nombre est nettement moins élevé que celui des morts engendrées par les affrontements avec les forces de l’ordre (46) et surtout sans commune mesure avec la mortalité repérable dans les heurts ayant eu lieu dans l’Italie du *Biennio Rosso* ou l’Allemagne de la fin de la République de Weimar³. Néanmoins, ce chiffre, lesté de celui des très nombreux blessés et de la peur entretenue dans la presse contemporaine, témoigne d’une atmosphère de « guerre civile larvée » sur laquelle conclut l’historien, avant de livrer un épilogue auquel il convient de consacrer quelques mots pour préciser au moins le destin de l’un des frères aînés du petit Gignoux, tué au Vercors en 1944 dans les rangs de la Résistance...

¹ Gilles Vergnon, *L’antifascisme en France. De Mussolini à Le Pen*, Rennes, PUR, 2009,

² La controverse fait rage à ce sujet entre deux écoles que représentent notamment Zeev Sternhell et Serge Berstein, la première évoquant un fascisme français, la seconde le niant. Pour une évaluation détaillée du PSF, voir Serge Berstein, Jean-Paul Thomas (dir.), *Le PSF. Un parti de masse à droite*, préface de Jean-Noël Jeanneney, Paris, CNRS Éditions, 2016.

³ L’auteur rappelle qu’il y eut 105 morts violentes en Italie en avril-mai 1921 ou 42 nazis et 52 communistes victimes d’affrontements politiques en Allemagne en 1931.